

Et si le British Museum perdait les marbres du Parthénon à cause du Brexit ?

• Pauline Bock



Les Grecs n'ont jamais digéré le fait que les célèbres frises du Parthénon soient devenues la propriété du musée anglais. Ils pourraient profiter des négociations européennes sur le Brexit pour tenter de les récupérer.

Et si le Brexit réveillait une dispute centenaire au sujet des précieux marbres du Parthénon, exposés au British Museum, que la Grèce a toujours voulu récupérer ? À quelques semaines de l'ouverture des négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, la question n'a rien d'anodine. N'en déplaise aux « Brexiters » du gouvernement britannique qui passent leur

temps à se vanter d'avoir « *toutes les cartes en main* », certaines pourraient bel et bien leur avoir échappé. Explications.

L'Union européenne a publié début février un document présentant ses orientations pour les négociations commerciales à venir avec le Royaume-Uni. On y découvre que la signature d'un accord final est subordonnée à de multiples conditions, parmi lesquelles une clause exigeant que la Grande-Bretagne « *réponde aux problèmes liés au retour et à la restitution d'objets culturels illégalement déplacés hors de leur pays d'origine* ».

Cette clause, ajoutée dans le document de travail par la Grèce, l'Italie, l'Espagne et Chypre, a officiellement pour but de combattre le trafic illégal d'œuvres d'art. Elle inquiète cependant le gouvernement britannique, qui craint qu'elle n'inclue dans son champ les célèbres marbres du Parthénon, revendiqués par la Grèce et que le British Museum a toujours refusé de rendre à cette dernière... À Downing Street, l'entourage de Boris Johnson tente de se rassurer : ce texte n'est pour l'instant qu'un « *brouillon* », a déclaré un porte-parole, qui explique : « *La position du Royaume-Uni sur les sculptures du Parthénon reste inchangée. Elles sont la responsabilité légale du British Museum et ne seront pas l'objet de discussions lors des négociations.* »

L'avocate internationale Amal Clooney engagée

En réalité, les sculptures du Parthénon – qui ne sont pas citées directement par cette clause – n'ont cessé de créer la controverse depuis qu'elles ont été expédiées à Londres, au début du XIXe siècle. Dessinées par le célèbre Phidias au Ve siècle av. J.-C., elles étaient destinées à orner le temple d'Athéna sur l'Acropole d'Athènes, qui devint ensuite une église dédiée à la Vierge Marie, puis une mosquée, avant de tomber en ruine. Au fil des siècles, les marbres ont été abîmés. Durant le siège d'Athènes par les Vénitiens, en 1687, alors que le Parthénon servait de réserve de poudre, une explosion fit s'effondrer le toit et endommagea encore un peu plus les sculptures.

C'est donc pour les « protéger » que les Britanniques décidèrent de les transporter à Londres – en tout cas, c'est ce que l'on peut lire sur le [site du British Museum](#) : « *En 1800, seulement la moitié des décorations sculptées d'origine étaient encore debout. Entre 1801 et 1805, l'ambassadeur britannique lord Elgin, agissant avec la permission explicite des autorités ottomanes, retira les sculptures des ruines. Passionné d'art grec ancien, il transporta les statues à Londres.* » Elles y prendront le nom d'« Elgin marbres », ce qui a toujours fait grincer bien des dents du côté grec. Lord Elgin les vendra au Parlement britannique pour la somme de 35 000 livres sterling en 1816 (soit plus de 460 000 euros aujourd'hui) et, depuis 1832, elles disposent de leur propre salle – l'Elgin Room – au British Museum.



Cette même année, la Grèce retrouve son indépendance et réclame officiellement pour la première fois le retour de ces précieux marbres. Elle ne cessera plus dès lors de les revendiquer, allant même, en 2009, jusqu'à édifier un musée de l'Acropole pour prouver qu'elle serait parfaitement capable de protéger les frises si elles lui étaient restituées. Tout à ce combat, le gouvernement grec engage en 2014 l'avocate internationale Amal Clooney pour défendre sa requête auprès du British Museum, entraînant le soutien très médiatisé de son mari, George, et de nombreuses autres stars.

“Les Anglais doivent renvoyer les sculptures en Grèce, point final.” Liam Neeson, acteur

Lors de la promo de *Monuments Men*, un film sur le retour d'œuvres d'art volées par les nazis, Matt Damon, George Clooney et Bill Murray vont jusqu'à déclarer que les frises ont fait un « *beau séjour* » en Angleterre, mais que celle-ci devrait désormais « *montrer l'exemple et les rendre* ». En 2015, Liam Neeson, lui, affirme dans une interview : « *Les Anglais doivent renvoyer les sculptures en Grèce, point final. Qu'ils les rapportent à l'endroit où ils les ont prises.* » Presque une menace venant de l'acteur de *Taken*...



Face à ces demandes répétées, le British Museum reste... de marbre et insiste toujours sur le fait que les frises du Parthénon ont été « *acquises légalement* », ce qui fait grincer des dents à Athènes. Et pour cause, la position d'Elgin elle-même est pour le moins ambiguë. D'un côté, l'archéologue prétend avoir sauvé les marbres du pillage de l'Empire ottoman ; de l'autre, il admet que les avoir rapportés à Londres était probablement illégal. Quoi qu'il en soit, la Grèce étant alors sous occupation, elle n'a pas eu son mot à dire.

Interdire tout retour en arrière

Des Britanniques sont pourtant dès cette époque venus à sa rescousse, et pas des moindres. En 1812, le poète lord Byron accuse ainsi ouvertement ses compatriotes dans son *Pèlerinage de Childe Harold* : « Ô Grèce, [...] *dur l'œil sans pleur quand il voit / Tes murs, tes autels, que le temps mutile / Volés. Veiller eût été plus utile / Ces reliques que plus on ne restaure / Maudite heure où l'Anglais quitta son île / Pour ensanglanter ton sein triste encore / Ravir tes Dieux défaits vers ce Nord qu'ils abhorrent.* » On a rarement fait mea culpa plus lyrique...

Par la suite, les Anglais ont tenté d'interdire tout retour en arrière. Dans son livre *52 Times Britain Was a Bellend* (52 fois où le Royaume-Uni a été un connard, 2019), James Felton rappelle ainsi qu'en 1963 le Parlement britannique adopta le British Museum Act, une loi empêchant le renvoi d'œuvres d'art, excepté dans de très réduites « *circonstances spéciales* ». « *Cela empêchait le musée de rendre les statues du Parthénon ou les bronzes du Bénin sans une autre loi votée par le Parlement les y autorisant* », écrit

l'auteur, qui s'est amusé sur Twitter du retournement de situation causé par le Brexit. « *Comment les Grecs osent-ils essayer de nous voler nos marbres du Parthénon !* », a-t-il ironisé dans un tweet.